SPECIAL PROCEDURES
UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS COUNCIL

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR UN CLIMAT SÛR

Résumé du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte du changement climatique, Elisa Morgera

A/HRC/62/44

Image: Steven Weeks / Unsplash

Introduction

La production alimentaire à grande échelle augmente la dépendance aux combustibles fossiles et aux pétrochimies, causant de multiples dommages au système climatique et aux droits humains.

Ce rapport clarifie les obligations et responsabilités en matière de droits humains pour **transformer les systèmes alimentaires** afin d'atténuer et de s'adapter au changement climatique et de répondre aux pertes et aux dommages.

Il recommande :

- **Décarboniser, défossiliser et détoxifier** les systèmes alimentaires industrialisés afin de prévenir les dommages locaux et mondiaux aux droits de l'homme.
- **Demander d'urgence des comptes aux grandes entreprises alimentaires** qui soutiennent et développent l'économie basée sur les combustibles fossiles.
- **Prioriser l'agroécologie, la pêche artisanale et le pastoralisme des peuples autochtones et des paysans**, car cela renforce la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires, ainsi que la santé planétaire et humaine.
- Soutenir les liens entre **les communautés urbaines et les systèmes alimentaires localisés.**



Image: Annie Spratt / Unsplash

Action climatique et systèmes alimentaires

Les systèmes alimentaires contribuent actuellement à 21 à 37 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

- Sans changements, ce chiffre pourrait augmenter de 60 à 90 % entre 2010 et 2050.
- Les systèmes alimentaires génèrent près de 80 % des émissions mondiales de protoxyde d'azote et 50 % des émissions de méthane.
- Les pertes et déchets alimentaires représentent 8 à 10 % des émissions de GES.

Les systèmes alimentaires sont le principal facteur de transgressions des frontières planétaires en raison de la dégradation des sols, de l'eau et de l'intégrité des écosystèmes.

- La production alimentaire est le principal facteur de la déforestation: l'expansion agricole représente environ 90 % des changements mondiaux de couverture forestière entre 2000 et 2018.
- Le sol est un puits de carbone crucial, mais l'agriculture industrielle, l'élevage et le changement climatique contribuent à l'érosion des sols.
- L'aquaculture endommage les mangroves, qui jouent un rôle clé dans la séquestration du carbone.
- La surpêche perturbe le rôle des organismes marins dans le cycle du carbone et endommage le fond marin riche en carbone.

La Commission EAT-Lancet a constaté que **moins de 1 % de la population mondiale voit ses droits humains et ses besoins alimentaires satisfaits dans les limites planétaires.**



Image: Arno Senoner / Unsplash

Combustibles fossiles dans les systèmes alimentaires

Les grandes industries alimentaires, les boissons, les semences, la pétrochimie et les combustibles fossiles sont profondément liées et collaborent avec les grandes entreprises technologiques.

Les combustibles fossiles fournissent de l'énergie pour les systèmes alimentaires et constituent la principale matière première pour les pétrochimiques (pesticides, engrais, plastiques).

85 à 90 % de l'application mondiale de pesticides se fait en agriculture, dépassant les seuils de sécurité dans les systèmes terrestres et aquatiques. Cela nuit à la santé humaine et environnementale, augmentant les risques de maladie de Parkinson et de diabète.

Les engrais libèrent des émissions de GES et provoquent une pollution toxique de l'eau potable et de l'air. Cette pollution est associée à des impacts sur la santé, notamment le cancer et l'asthme pédiatrique.

Les plastiques sont largement utilisés dans les chaînes de valeur agroalimentaires, avec des impacts sur les droits à la santé, à l'alimentation et à un environnement sain.

- Les plastiques à usage unique ont soutenu l'expansion des **aliments ultra-transformés**, ce qui a accru les risques d'obésité, de malnutrition et de maladies non transmissibles.
- Seuls 6 % des **produits chimiques** utilisés dans les plastiques sont soumis à une réglementation mondiale : plus de 16 000 produits chimiques sont utilisés dans les plastiques, dont au moins 4 200 sont persistants, bioaccumulatifs et/ou toxiques.

Le **complexe militaro-industriel** aggrave encore les impacts sur le changement climatique et les droits humains grâce à ses liens avec l'économie des combustibles fossiles et la pétrochimie pour la guerre.



Image: Naja Bertolt Jensen / Unsplash

Concentration du pouvoir des entreprises, désinformation et obstruction

---

De nombreux secteurs agroalimentaires sont **dominés par quelques entreprises ayant des intérêts particuliers** dans la promotion et la perpétuation des systèmes alimentaires industriels dépendants des combustibles fossiles et des produits chimiques.

L'accumulation de terres et **la concentration des marchés** dans le secteur agroalimentaire solidifient les modèles de production à base de fossiles orientés vers l'exportation qui nuisent au système climatique, limitant les options politiques des États pour des modèles de production diversifiés et à faible intrant.

Parallèlement, la concentration du pouvoir des entreprises dans les systèmes alimentaires **sape les économies alimentaires locales et augmente la dépendance aux marchés mondiaux instables**, affectant les droits humains des petits producteurs, tout en aggravant les inégalités et les dommages climatiques pour tous.

Le **manuel de l'industrie des combustibles fossiles, fait de désinformation et d'obstruction climatique**, est utilisé par des entreprises de tous les systèmes alimentaires, notamment la publicité et le marketing de produits malsains et ultra-transformés, ainsi que l’écoblanchiment par les 22 plus grandes entreprises de viande et de produits laitiers pour minimiser leurs impacts climatiques.

Au fil du temps, ces tactiques ont entravé **cumulativement la protection des droits humains**, y compris les droits à l'information, à la science et à l'éducation, sapant ainsi les processus démocratiques.



Image: James Baltz / Unsplash

Violations des droits de l'homme

La production alimentaire industrielle **est liée à des schémas interconnectés de violations et d'abus importants des droits humains.**

Elle nécessite de grands volumes de terres, d'aliments, d'eau, de main-d'œuvre, d'énergie et de capital, et externalise les « coûts environnementaux et sociaux ».

- Cela touche directement les travailleurs, les communautés rurales, les peuples autochtones, ainsi que les groupes à faibles revenus et marginalisés.
- Cela affecte également les droits de chacun à la santé, à l'alimentation, à l'eau, au développement, à un environnement sain et à l'autodétermination.

Une expansion à grande échelle sans garanties environnementales et humaines suffisantes conduit à **une réinstallation involontaire, à la perte de moyens de subsistance, à des conflits de ressources, ainsi qu'à une augmentation de la violence et des inégalités basées sur le genre.**

La dépendance actuelle de l'**aquaculture industrielle** à l'égard de la farine et de l'huile de poisson réduit l'accès aux poissons à valeur nutritionnelle élevée.

Le passage d'une agriculture de subsistance à la culture de plantes commerciales peut améliorer la disponibilité alimentaire et les revenus à court terme, mais entraîner un déclin à long terme des aliments nutritifs et culturellement importants en milieu rural et urbain.



Image: Tim Mossholder / Unsplash

Redéfinir les priorités de la coopération internationale

La coopération internationale sur le climat et la finance ne donnent pas la priorité aux systèmes alimentaires. Quand ils le font, ils se concentrent sur les grandes entreprises.

Près d'un trillion de dollars de subventions soutiennent chaque année l'agriculture industrielle, principalement pour des produits à forte émission tels que le bœuf, le lait et le riz.

Les flux financiers actuels sont insuffisants pour permettre aux systèmes agroalimentaires mondiaux d'atteindre une trajectoire de 1,5 °C. La dette publique, la régressivité des dépenses publiques et le manque de financements directs limitent l'efficacité des réponses apportées à l'instabilité climatique et à l'insécurité alimentaire.

Les banques multilatérales de développement augmentent leurs investissements dans les systèmes agroalimentaires mais s'appuient souvent sur des garanties limitées plutôt que sur des normes solides sur le climat, l'environnement et les droits de l'homme.

Les institutions financières internationales devraient :

- Arrêter de financer les grandes entreprises alimentaires ;
- Prioriser les systèmes alimentaires agroécologiques, la pêche artisanale et le pastoralisme des peuples autochtones et des paysans ;
- Soutenir le co-développement de recherches locales, spécifiques au contexte et des transitions des systèmes alimentaires pour les communautés urbaines.



Image: Elly M / Unsplash

Recommandations

Au niveau national, les États devraient :

- Exiger la décarbonisation, la défossilisation et la désintoxication des systèmes alimentaires, avec la participation inclusive et significative des titulaires de droits concernés.
- Exiger que les entreprises fassent preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains et garantir la responsabilité en cas de préjudice.
- Limiter l'accumulation de pouvoir de marché et de ressources naturelles.
- Supprimer progressivement les subventions aux grandes entreprises alimentaires.
- Prioriser la protection, ainsi que le soutien financier et technique aux systèmes alimentaires et de connaissances des peuples autochtones et des paysans.

Multilatéralement, tant dans les processus établis que dans la négociation de nouveaux instruments, les **États devraient** accorder la priorité à la décarbonisation, à la défossilisation et à la désintoxication des systèmes alimentaires.

Les grandes entreprises alimentaires devraient :

- Élaborer et mettre en œuvre des plans de décarbonisation, de défossilisation et de désintoxication à travers leurs chaînes de valeur.
- S’abstenir de toute désinformation et de toute obstruction à la lutte contre le changement climatique.
- Fournir des services de réparation ou coopérer à leur mise en œuvre.

Les cabinets de conseil, médias, marketing et publicité devraient s'abstenir de soutenir la dépendance aux combustibles fossiles, la désinformation et l'obstruction climatique, y compris en ce qui concerne les systèmes alimentaires.



Image: Max Bottinger / Unsplash

SPECIAL PROCEDURES
UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS COUNCIL

Lisez le rapport complet à :

https://www.ohchr.org/en/calls-for- input/2026/call-input-transforming- food-systems-protect-human-rights- and-prevent-climate

Image: Steven Weeks / Unsplash